

- En mai 2003, l'Agence canadienne de développement international a adopté un nouvel énoncé de politique — L'agriculture au service du développement durable — qui répond directement à trois éléments du Plan d'action du G8 pour l'Afrique : faire de l'appui à l'agriculture une plus grande priorité internationale; viser à réduire la pauvreté grâce à une productivité durable et à une compétitivité accrue; et s'efforcer d'améliorer la sécurité alimentaire. Le Canada investira donc plus dans le secteur agricole. À l'heure actuelle, il lui consacre environ 95 millions de dollars par an, et il devrait lui en consacrer 300 millions durant l'exercice 2005-2006, l'objectif étant d'arriver à un investissement annuel de 500 millions de dollars d'ici 2007-2008. L'Afrique profitera d'une part importante de ces ressources.
- Depuis le Sommet de Kananaskis, en juin 2002, le Canada a également fourni pour plus de 100 millions de dollars en aide humanitaire en réponse aux graves pénuries alimentaires que connaît l'Afrique, surtout les régions les plus touchées que sont l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est. Cette somme inclut plus de 10 millions pour l'Angola et plus de 40 millions pour l'Éthiopie.
- Agriculture et Agroalimentaire Canada a signé des protocoles d'entente et des accords de recherche avec des instituts scientifiques en Égypte et au Ghana afin de faciliter la recherche et la formation concertées pour répondre aux priorités de l'Afrique en matière de recherche pour le développement agricole. Le Centre canadien de télédétection travaille en collaboration avec le Comité sur les satellites d'observation de la Terre afin de promouvoir l'utilisation de l'observation de la Terre au service du développement durable en Afrique, notamment pour l'agriculture et l'eau, et d'offrir les formations nécessaires.

Les institutions et la gouvernance

Le NEPAD insiste sur le fait que la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de la personne figurent parmi les conditions nécessaires au développement durable de l'Afrique. En instaurant un mécanisme africain d'examen par les pairs, les dirigeants de l'Afrique ont souligné toute l'importance d'une gouvernance économique, politique et commerciale transparente.

■ **28 millions de dollars sont affectés à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur public.**